

Luttes paysannes en Inde : une mobilisation historique

Catherine Viens and Devika Misra

Number 817, Summer 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/99117ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

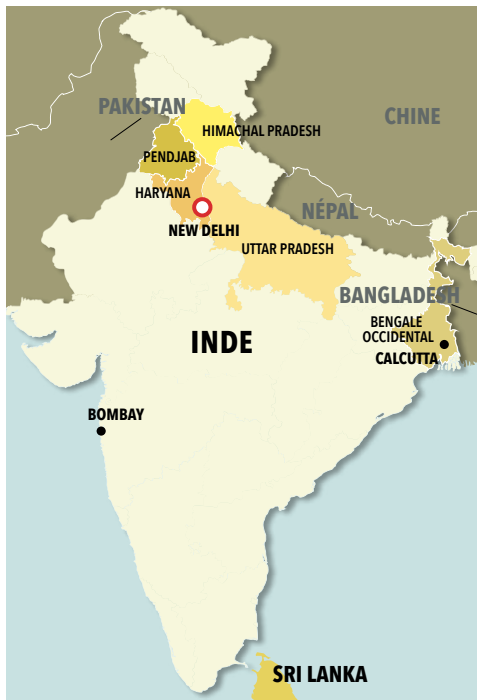
0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Viens, C. & Misra, D. (2022). Luttes paysannes en Inde : une mobilisation historique. *Relations*, (817), 52–55.



LUTTES PAYSANNES EN INDE : UNE MOBILISATION HISTORIQUE

Après plus d'un an de manifestations monstres partout en Inde, le mouvement paysan a réussi à faire abroger la réforme néolibérale de l'agriculture adoptée par le gouvernement Modi. Une victoire qui est toutefois loin de mettre fin au combat des paysans et paysannes, dont la situation demeure précaire.

...

Catherine Viens et Devika Misra

Les autrices sont respectivement doctorante en science politique à l'Université du Québec à Montréal et coordonnatrice à la recherche au Centre d'études et de recherche sur l'Inde, l'Asie du Sud et sa diaspora (CERIAS), ainsi que professeure adjointe à la Jindal School of International Affairs de la Jindal Global University de Sonipat, en Inde.

Le 8 décembre 2021, après plus d'un an de protestations massives ayant mobilisé jusqu'à 250 millions d'agriculteurs et d'agricultrices dans toute l'Inde, le gouvernement du premier ministre Narendra Modi a retiré les trois lois agricoles qui ont mis le feu aux poudres dès leur adoption, le 21 septembre 2020. Lors de cette mobilisation, on estime qu'environ 700 personnes sont mortes par suicide, en raison de l'anxiété et du sentiment d'insécurité accompagnant la décision du gouvernement du Bharatiya Janata Party (BJP – droite nationaliste hindoue) d'adopter ces lois malgré le refus des communautés agricoles. Alors que l'agriculture est en crise depuis de nombreuses années en Inde, ces trois lois auraient aggravé la situation d'extrême précarité d'un grand nombre de paysans et de paysannes déjà durement touchés par deux ans de pandémie.

Trois lois contestées

Le motif invoqué pour adopter cette réforme était de mettre fin à cette précarité par la libéralisation. Comme toute politique ou loi de ce genre, le but visé était « d'ouvrir le marché » aux mécanismes de l'offre et de la demande en contournant les réglementations en place, de stimuler la production par l'investissement privé (notamment étranger) et de « donner la liberté » aux producteurs et productrices agricoles de faire affaire directement avec les entreprises (grossistes, de transformation et de distribution alimentaires, exportatrices, etc.) afin de négocier la vente de leurs produits.

C'était entre autres l'objectif de la première des trois lois, l'Accord sur la garantie des prix pour (l'autonomisation et la protection) des agriculteurs et sur les services agricoles (*Farmers' (Empowerment and Protection) Agreement on Price Assurance and Farm Services Act*), qui en plus supprimait le prix minimum



garanti. Mais dans les faits, en ne tenant pas assez compte du pouvoir de négociation déséquilibré entre grands acheteurs et petits ou moyens producteurs, cette loi affaiblissait surtout davantage le pouvoir de négociation de ces derniers. En outre, l'absence d'un prix de soutien minimum posait le risque que bon nombre d'entre eux, qui pratiquent une agriculture de subsistance, ne soient pas en mesure de couvrir les coûts de base de leur production. La deuxième loi, portant sur la promotion et la facilitation du commerce des produits agricoles (*Farmer's Produce Trade and Commerce (Promotion and Facilitation) Act*), visait quant à elle à faciliter le commerce des produits agricoles en dehors des systèmes réglementés par les États (*mandi*), mis en place dans les années 1960 lors de la Révolution verte, qui avait donné lieu à une importante modernisation de l'agriculture. Sous ce système, des comités agricoles composés de propriétaires terriens ont la charge de réglementer le marché agricole en intervenant comme intermédiaires entre les producteurs et les acheteurs. Enfin, la troisième loi, qui portait sur les produits essentiels (*The Essential Commodities (Amendment) Act*), donnait la possibilité à des acheteurs de faire l'acquisition directement auprès des producteurs et des productrices d'importantes quantités de récoltes de produits de base – considérés comme essentiels

– dans le but de les stocker pour les revendre à un moment ultérieur, favorisant ainsi la spéculation et risquant de conduire à un monopole du secteur privé.

La lutte s'organise

La manière dont ces trois lois ont été adoptées a aussi joué un rôle non négligeable dans la forte opposition qu'elles ont suscitée. D'une part, l'adoption s'est faite avec empressement au cours d'un vote à voix haute (*voice vote*), méthode qui n'exige pas une majorité absolue et qui est largement utilisée par le parti au pouvoir malgré les protestations de l'opposition. D'autre part, il a eu lieu en plein cœur de la pandémie de COVID-19, contexte peu favorable aux mouvements de protestation et marqué par des difficultés financières massives, exacerbées par une hausse de l'inflation et du chômage, affectant gravement les groupes vulnérabilisés de la population.

Si l'objectif du gouvernement était de profiter de l'état d'urgence sanitaire pour miser sur la démobilisation, ce fut un échec, car un important mouvement de protestation s'est vite propagé dans le pays : deux mois à peine après l'adoption de ces lois, le All India Kisan Sangharh Coordination Committee (AIKSCC), représentant 250 organisations agricoles, a réussi à mobiliser

Des milliers d'agriculteurs, originaires pour la plupart du Pendjab, de l'Haryana et de l'ouest de l'Uttar Pradesh campent à New Delhi pour demander l'abrogation des lois agricoles.

Photo : Rupinder Singh/Unsplash

250 000 personnes qui se sont massées aux abords de Delhi, la capitale indienne. Les agriculteurs et agricultrices provenaient de partout au pays, mais surtout du Pendjab et de l'Haryana, deux États du nord fortement agricoles.

Les négociations entre les organisations agricoles et le gouvernement à Delhi ont débuté au mois de décembre 2020 et se sont poursuivies pendant plusieurs mois, sans succès. D'un côté, le mouvement paysan exigeait le retrait complet des trois lois ; de l'autre, le gouvernement refusait catégoriquement de les retirer. Les protestations ont été marquées par beaucoup de violence et d'arrestations. Par exemple, le 26 janvier 2021, jour de la République, un important défilé de milliers d'agriculteurs et d'agricultrices sur leurs tracteurs s'est terminé par des affrontements avec les forces de police. De nombreuses arrestations ont eu lieu, dont celle de Disha Ravi, une jeune activiste écologiste de 22 ans à la tête de la section indienne du mouvement Fridays for Future, qui a été accusée d'avoir fomenté la révolte et la sédition contre l'État indien.

Le mouvement de protestation paysan s'est poursuivi pendant plus d'un an. Il a permis de mettre en lumière l'enjeu agricole, un des plus importants en Inde aujourd'hui. Il a surtout permis de rendre visible à la fois les souffrances quotidiennes vécues par la paysannerie ainsi que les liens de solidarité qui se tissent en son sein à travers cet immense pays. Plusieurs personnes sont même allées jusqu'à s'enlever la vie en guise de soutien à la cause. Ce fut le cas par exemple d'Amarjit Singh, un avocat originaire du Pendjab qui a laissé derrière lui une lettre adressée au premier ministre indien traduisant son sentiment de trahison face à un gouvernement qui adopte des lois bénéficiant aux multinationales et qui appauvrissent davantage ceux et celles, déjà très vulnérables, qui vivent de la terre.

Il faut savoir qu'un tel acte radical s'inscrit dans un contexte plus large où environ 1000 paysans et paysannes se suicident chaque mois en Inde, en raison d'enjeux de précarité extrême. En effet, alors que l'Inde a fait d'énormes progrès depuis son indépendance, passant d'une situation d'insécurité alimentaire à celle d'un pays prospère sur le plan de la production, les changements dans le secteur agricole ont eu des effets disproportionnés sur les agriculteurs et agricultrices en raison des profondes inégalités qui existent au sein du secteur agricole. À la suite de la Révolution verte, les terres agricoles sont devenues plus petites, le secteur s'est mécanisé et les pratiques indigènes ont souffert de ces changements, de même que de l'augmentation du nombre de sécheresses en raison de la crise climatique. Contraints de s'adapter, les agriculteurs et agricultrices se sont endettés de manière démesurée afin de demeurer compétitifs dans un marché en perpétuelle expansion.

Le retrait des lois : une victoire ?

Après plus d'un an de protestations, le gouvernement indien a



Les agriculteurs ont parcouru à pied et en convois de tracteurs des centaines de kilomètres depuis les États voisins de New Delhi pour manifester contre les réformes du gouvernement. Photo : Rupinder Singh/Unsplash

finalement répondu aux demandes du mouvement paysan en retirant ses trois lois, le 8 décembre 2021. Il a aussi accepté de rétablir un mécanisme pour garantir un prix minimum aux producteurs et productrices agricoles en plus de retirer toutes les poursuites pénales engagées contre des protestataires et d'entamer des discussions sur l'indemnisation des proches des personnes décédées lors des manifestations. Toutefois, le Samyukt Kisan Morcha (SKM) – une organisation indienne chapeautant une quarantaine de syndicats paysans – a refusé de démanteler immédiatement les barrages de protestation érigés à Singhu, au nord de la capitale, signifiant par-là que les relations demeurent difficiles entre le monde agricole et le gouvernement et réaffirmant en même temps le pouvoir du soulèvement, tant sur le plan symbolique que matériel.

Comment expliquer la capitulation du gouvernement après une impasse de près de 14 mois et quelles ont été les conséquences de cette « victoire » ? Si l'on en croit le premier ministre Modi, les raisons de son échec relèveraient uniquement, malgré tous ses efforts, de son incapacité à *persuader* le mouvement paysan de la justesse de son projet et de lui faire comprendre les bénéfices potentiels de ses lois. Et c'est au nom du maintien de la paix sociale et de la stabilité qu'il justifia le retrait de ces dernières.

Le mouvement paysan a organisé une résistance puissante, démocratique et largement pacifique contre un pouvoir étatique qui a utilisé tous les outils à sa disposition pour le démanteler et le délégitimer.

Or, difficile de voir là les vrais motifs du recul du gouvernement, d'autant que l'ampleur qu'a pris le mouvement agricole est justement le résultat des mesures oppressives de l'État, d'un refus du gouvernement d'amorcer un réel dialogue. Pour Palagummi Sainath, journaliste indien connu pour ses reportages en milieu rural, un élément qui a aussi largement contribué à exacerber la crise a été la couverture médiatique des manifestations, qualifiées le plus souvent d'antinationales, de séparatistes et de terroristes. Cela n'a toutefois pas empêché le mouvement de devenir une des plus grandes manifestations démocratiques de l'histoire de l'Inde.

Pour trouver des éléments de réponse au recul du gouvernement, il faut plutôt regarder du côté des mauvais résultats électoraux du BJP lors des élections législatives et des scrutins partiels dans plusieurs États, dont le Bengale occidental – tendance qui s'est confirmée lors des importantes élections législatives de 2022 dans l'Uttar Pradesh, le Pendjab, l'Himachal Pradesh, Goa, Manipur et l'Uttarakhand. Les défaites du parti dans l'État de l'Himachal Pradesh et notamment la perte d'un important siège de cet État à la Lok Sabha (chambre basse du parlement indien), où il était au pouvoir depuis quatre ans, sont emblématiques d'une perte d'adhésion de la population à sa plateforme de développement et de relance mise en branle pendant la pandémie et dans laquelle se sont insérées les réformes agraires. Dans ce contexte, il devenait plus judicieux pour le gouvernement indien de retirer ses lois au nom du maintien de la paix, en faisant porter sur le mouvement paysan la responsabilité des troubles sociaux.

Bilan d'un mouvement social

Quoi qu'il en soit, ces luttes agricoles de grande ampleur ont marqué le paysage sociopolitique du pays. Face aux accusations de mauvaise gouvernance et dans le sillage de la vague de mécontentement exprimé dans les urnes contre le BJP, la contestation paysanne s'est imposée comme l'expression de la résistance à la gestion paternaliste de Narendra Modi. La capitulation de ce dernier peut en effet être comprise comme un aveu d'impuissance de son leadership autoritaire face à une population en colère.

Toutefois, alors que les luttes ont révélé une certaine solidarité au sein du milieu agricole, l'abrogation des lois a aussi exposé le caractère fragmenté des protestations elles-mêmes. D'un côté, le mouvement paysan a organisé une résistance puissante, démocratique et largement pacifique contre un pouvoir étatique qui a utilisé tous les outils à sa disposition pour le démanteler et le délégitimer. Sa victoire a ainsi permis de soutenir les mouvements populaires dans leurs luttes et d'ébranler le récit de l'hégémonie imperturbable du BJP. Dans cette optique, le mouvement paysan et son assaut contre le modèle de développement capitaliste ont mis en exergue les divisions qui existent entre la vision des classes populaires et celle de la classe moyenne quant à l'avenir de l'Inde. D'un autre côté, au-delà des catégories binaires qui structurent le champ politique (droite vs gauche, nationalistes hindous populistes vs laïques-démocratiques), la puissance des riches agriculteurs a été mise en évidence, de même que les fissures au sein de la communauté agricole indienne, suivant différentes lignes de fracture : les castes, les classes sociales et le genre. Par exemple, certains agriculteurs et agricultrices ont refusé de se joindre au mouvement, dénonçant les désagréments publics causés par les protestations dans la capitale. Des violences ont aussi éclaté au sein même des communautés rurales, et les femmes se sont retrouvées au front des protestations, et ce, même si elles sont grandement invisibilisées de manière générale dans le secteur agricole. En effet, bien qu'elles représentent le quart de la main-d'œuvre agricole, les femmes ne sont pas considérées comme des agricultrices et ne peuvent posséder de terres.

Somme toute, ces luttes paysannes ont mené à plusieurs victoires, comme on l'a vu. Mais elles ont surtout montré que si le nationalisme hindou qui a propulsé le BJP au pouvoir peut exercer une influence importante sur la politique indienne, il ne peut en aucun cas permettre au gouvernement de faire l'impasse sur la volonté de survivre d'une tranche importante de la population vivant de l'agriculture, épine dorsale de l'Inde. ■